

Die AP 2014 – 2017 bringt für die Berglandwirtschaft einige Verbesserungen, wie die bessere Abgeltung der Bewirtschaftung von Steillagen zur Offenhaltung der Landschaft oder die Besserstellung der Alpbewirtschaftung. Dennoch stösst die AP 2014 – 2017 in der laufenden Anhörung der Verordnungen nicht auf allzu grosse Begeisterung. Die in Aussicht gestellten neuen Direktzahlungsinstrumente vermögen die für die Berglandwirtschaft wichtigen Tierhalterbeiträge nicht ausreichend zu kompensieren.

Die AP 2014 – 2017 stellt für die Landwirte eine grosse Herausforderung dar. Denn sie sind es, welche die neuen Gesetze auch anwenden müssen. Mit der Neuausrichtung der Agrarpolitik sind die Landwirte gut beraten, ihre Produktionsart zu überdenken. Sie sind gefordert ihre direktzahlungsabhängigen Leistungen zu überprüfen, da einige Beiträge gestrichen und neue geschaffen wurden. Diese Überlegungen sollten besonders gründlich gemacht werden, denn die Direktzahlungen machen in

den Bergregionen zwischen 25 % und 52 % des landwirtschaftlichen Einkommens<sup>1)</sup> aus.

Um diese Entwicklung zu unterstützen, wurden die Übergangsbeiträge eingeführt. Dennoch: in der Zukunft sollte man die Landwirte ein wenig aufatmen lassen! Denn nach den zahlreichen Veränderungen und Unsicherheiten der vergangenen Jahre brauchen die Landwirte Planungssicherheit. Mit stabilen Rahmenbedingungen und der Unterstützung der Schweizer Bevölkerung lassen die Betriebsleiter in eine rosigere Zukunft blicken - wenn ihre Anstrengungen nicht nach kurzer Zeit wieder in Frage gestellt werden.

Du point de vue des régions de montagne, l'élaboration de la PA 2014 – 2017 représentait d'importants progrès pour son agriculture. Davantage de moyens financiers, des instruments permettant de contrer l'extension des forêts ou servant à améliorer l'occupation des alpages: ce projet semblait presque parfait. Malheureusement, cet enthousiasme a quelque peu été entamé lors de la mise en consultation du train d'ordonnances relatif à ce dossier. Les effets de certaines mesures ont été amoindris, comme en ce qui concerne le système de paiement dégressif pour les contributions à la biodiversité en région de montagne.

Quoi qu'il en soit, ce chantier, qui visait avant tout à mieux cibler les effets liés à l'attribution des paiements directs, représente un important défi pour les agriculteurs. Car finalement ce sont eux qui devront s'adapter aux nouvelles exigences de la Confédération. Ils sont ainsi incités à mener une double réflexion. D'une part, ils devront déterminer quelle sera la part de paiements directs qu'ils toucheront, en fonction de la suppression ou de l'introduction

des instruments incitatifs. D'autre part, ils ont intérêt à examiner si leur production est viable ou s'il faut envisager des adaptations, voire une réorientation de cette dernière. Cet examen doit se faire en tenant compte qu'en région de montagne, les paiements directs représentent entre 25% et 52% du chiffre d'affaires<sup>2)</sup>.

Pour accompagner cette évolution, des contributions de transition ont été prévues. Mais pour l'avenir, le plus important consiste à laisser souffler un peu les paysans. Après les nombreux changements intervenus dans le monde agricole, il semble essentiel de faire une pause. Les agriculteurs peuvent difficilement envisager sereinement leur avenir, si leurs efforts sont remis en question à court terme.

## AP 2014 – 2017: Lasst die Bauern endlich aufatmen!



Vincent Gillioz

## PA 2014 – 2017: laisser souffler les paysans

1) Gemäss Agrarbericht 2012, BLW

2) Données tirées du « Rapport agricole 2012 » – OFAG.